

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.483  
20 septembre 1988

FRANCAIS

---

## COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGT-TROISIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 20 septembre 1988, à 10 heures

Président : M. Ali Shams Ardakani (République islamique d'Iran)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 483ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence doit adopter aujourd'hui les rapports de deux organes subsidiaires ainsi que son rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Comme je l'ai annoncé à notre séance de jeudi dernier, nous allons d'abord adopter le rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et celui du Comité spécial des armes chimiques. La Conférence est maintenant saisie du rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, publié sous la cote CD/870. Ce document a été distribué lors de notre dernière séance plénière. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le rapport du Comité spécial.

Il en est ainsi décidé.

Le rapport du Comité spécial des armes chimiques est publié sous la cote CD/874 et a été également distribué lors de notre dernière séance plénière. La Conférence est saisie pour décision du rapport du Comité spécial. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai qu'elle adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

Nous allons maintenant passer au projet de rapport de la Conférence à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le secrétariat a déposé hier dans les casiers des délégations le document pertinent publié sous la cote CD/WP.348/Rev.1 et l'a redistribué aujourd'hui dans cette salle. Le document publié par le secrétariat contient les parties techniques du rapport annuel, ainsi que les paragraphes de fond concernant les points de l'ordre du jour pour lesquels aucun organe subsidiaire n'a été créé durant la session de 1988 de la Conférence. Les rapports des comités spéciaux seront inclus dans le texte une fois que ce dernier aura été adopté par la Conférence et publié ultérieurement en tant que document officiel.

Les blancs qui figurent dans le projet de rapport seront remplis par le secrétariat au moment de la mise au point du document final. Comme à l'accoutumée, les membres qui trouveront des erreurs techniques ou de forme dans les diverses langues sont priés de transmettre leurs observations directement au secrétariat, étant donné qu'il n'est pas utile de soulever ici des questions d'importance mineure. Cela vaut également pour les légères corrections à apporter afin de conserver l'harmonie du texte dans les diverses langues officielles. En ce qui concerne le rapport annuel, je voudrais aussi vous informer que le secrétariat distribuera à la fin de cette semaine l'index des comptes rendus in extenso de la Conférence pour la session de 1988, qui doit être joint au rapport de la Conférence à l'Assemblée générale conformément au paragraphe e) de l'article 45 du règlement intérieur. L'index distribué par le secrétariat ne va que jusqu'à la 480ème séance plénière comprise, étant donné qu'il devait être donné à ce stade aux services techniques. Le texte final inclura également les séances plénières consécutives, en particulier la dernière séance consacrée aux questions de fond qui a eu lieu jeudi. Le secrétariat serait reconnaissant aux délégations de lui faire parvenir les corrections à cet index avant le jeudi 29 septembre à midi, de façon que l'annexe puisse être traduite et reproduite immédiatement après.

Nous allons donc passer maintenant au texte du projet de rapport annuel publié sous la cote CD/WP.348/Rev.1. Comme je l'ai déjà mentionné, point n'est besoin de s'arrêter sur des points mineurs de rédaction. En fait, le secrétariat a déjà noté quelques erreurs techniques qui seront corrigées. Il y a toutefois une phrase à ajouter au paragraphe 7 du document, qui ne pouvait l'être avant étant donné que la question de la date de clôture de la présente session était encore à l'examen lorsque le document a été mis au point. La phrase à ajouter se lit comme suit :

"A sa 482ème séance plénière, la Conférence a également décidé de clore sa session annuelle le 20 septembre 1988."

Je pense que cette addition est acceptable. Je ne vois pas d'objections.

Nous allons maintenant procéder à l'adoption du rapport annuel à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, tel qu'il figure dans le document CD/WP.348/Rev.1 et tel que je viens de le modifier oralement par la phrase ajoutée au paragraphe 7. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte son rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais maintenant prononcer une déclaration de clôture en tant que Président de la Conférence pour le mois de septembre.

Je tiens en premier lieu à vous remercier tous de m'avoir fait l'honneur de votre coopération afin de mener à bien les travaux de la Conférence durant cette année. Je voudrais remercier tout particulièrement nos comités spéciaux, sous-comités et groupes de travail ainsi que ceux qui les ont présidés et qui y ont participé. Je mentionnerai spécialement S.E. M. Miljan Komatina, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, ainsi que le Secrétaire général adjoint de la Conférence, S.E. M. Vicente Berasategui, tout en n'oubliant pas le secrétariat, les fonctionnaires et les interprètes dont nous avons beaucoup apprécié le travail.

Mon pays est fier d'être membre de la Conférence du désarmement et attache beaucoup d'intérêt aux travaux de cet auguste organe, comme en témoigne la venue régulière dans cette enceinte de notre ministre des affaires étrangères afin de faire connaître ses vues et celles de notre gouvernement. Nous croyons que dans un monde où il y a toujours place pour les agresseurs, les idéaux du désarmement soulèvent l'espoir de l'humanité. Mon pays, qui a été victime de l'agression la plus meurtrière des temps modernes, est un témoin de la nécessité d'appliquer ces idéaux. Nous sommes par ailleurs heureux que la salle traditionnellement consacrée au désarmement ait été désignée pour les pourparlers de paix. Nous espérons que tous les efforts déployés en vue de parvenir à une paix globale, juste, honorable et durable porteront leurs fruits et que la chance dont notre pays a été privé durant de nombreuses années de domination étrangère, suivies par des années de guerre imposée, lui sera à nouveau donnée de jouer le rôle qui lui revient en vue de promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Nous avons été l'infortunée victime de l'arme la plus vicieuse et la plus barbare, l'arme chimique. Nous avons vu l'ampleur du génocide commis par les forces irakiennes non seulement contre des objectifs militaires et civils iraniens, mais aussi contre la population kurde de l'Iraq. Encore plus regrettable que le crime est l'incapacité de la communauté internationale de s'élever contre ceux qui le commettent. Comme l'a mentionné le Président de mon pays dans son message à la Conférence, nous espérons que les insuffisances des règlements internationaux concernant l'emploi des armes chimiques, le génocide et tous les crimes contre l'humanité et contre la paix seront corrigées de manière à contribuer à notre détermination de parachever la convention interdisant la fabrication, le stockage, le transport, le transfert et l'emploi des armes chimiques.

Comme le Président de mon pays l'a déclaré dans son message du 2 septembre 1988, "la République islamique d'Iran évalue positivement l'évolution récente des pourparlers bilatéraux concernant l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire et espère que cette mesure aboutira à de nouveaux pas concrets vers le désarmement général et complet". C'est dire que nous nous félicitons du Traité FNI du 7 décembre 1987, en espérant qu'il sera pleinement appliqué par les signataires.

Bien que l'Assemblée générale, à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement qui constitue un pas important dans la voie du désarmement, n'ait pas réussi à élaborer un document final viable, elle a toutefois pu aborder les domaines de divergence qui ont empêché son succès. Ces efforts nous font tous espérer que nos idéaux et nos objectifs sont réalisables, afin de nous permettre, à nous et à tous les autres soldats de la paix, d'oeuvrer à un monde meilleur, libéré des menaces de destruction massive et de génocide. Tout nouveau retard dans la création de comités spéciaux sur les trois premiers points prioritaires de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement sera considéré non comme un piétinement de la Conférence, mais comme un pas en arrière.

J'espère que nos insuffisances ne nous conduiront pas à faire face à d'autres sombres réalités, comme dans le cas de l'emploi des armes chimiques, où même la reconnaissance et la condamnation du crime - pour ne pas parler de sa punition - sont l'otage de préoccupations économiques et politiques mesquines, à courte vue et égoïstes. Cette inaction a persisté même après que des équipes techniques spéciales dépêchées par le Secrétaire général de l'ONU ont constaté l'emploi extensif et fréquent d'armes chimiques. Afin d'empêcher la répétition de telles horreurs, la Conférence du désarmement en tant que seul organe international responsable des négociations multilatérales sur le désarmement, devrait être dotée des pouvoirs voulus pour édifier rapidement une convention globale. Un monde exempt de la menace des armes nucléaires, chimiques, biologiques et radiologiques, et de la menace de guerre en général. Puissent les générations futures se souvenir de nous comme étant ceux qui ont choisi d'accomplir et ont accompli des progrès réels dans ce domaine, dépassant les échanges d'amabilités diplomatiques ! In cha'Allah ! si Dieu le veut.

Je vous renouvelle à tous mes remerciements.

Ainsi s'achève ma déclaration. Il n'y a plus d'autres questions à examiner durant cette session annuelle de la Conférence du désarmement.

Avant de nous séparer, je voudrais annoncer que la prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le mardi 7 février 1989, à 10 heures, conformément à l'article 7 du règlement intérieur.

Comme l'a décidé aujourd'hui la Conférence en adoptant le rapport du Comité spécial des armes chimiques publié sous la cote CD/784, et conformément au paragraphe 11 d) de ce rapport, le Comité spécial tiendra une session de durée limitée pendant la période allant du 17 janvier au 3 février 1989, ainsi que des consultations à participation non restreinte entre le 29 novembre et le 15 décembre 1988 pour préparer la reprise de la session.

La séance plénière est levée et la session de 1988 de la Conférence du désarmement est close.

La séance est levée à 10 h 40.